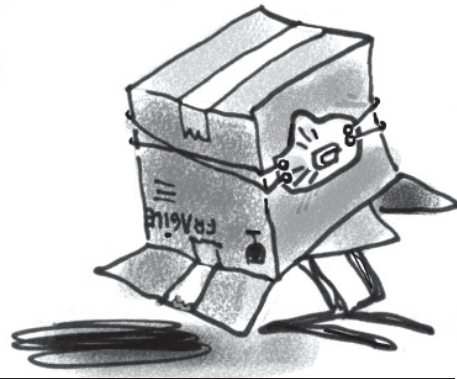


3€

la lettre à
LULU



On ne peut pas être et avoir hiver

irrégulomadaire satirique N° 109-110, avril 2020

Où croiser le patron du Medef, confiné pendulaire ?

P. 6

Tout faux !

L'ÈRE DES CONS FINIS

Ils font de la fausse neige pour piste de ski, veulent des fausses vagues pour faire mumuse en pleine cambrousse. Ils ont truqué le sable de La Baule en pompant l'eau de mer sous la plage pour la recracher en mer. Sans parler des patinoires de plein air, des parasols qui chauffent dehors aux terrasses des bars, des vignes qu'on aère avec des ventilos maousses...

L'économie du désastre assume l'absurde partout. L'industrie, le commerce, le tourisme de Loire-Inférieure se foutent bien de l'urgence climatique. La crise sanitaire mondiale et son scénario d'effondrement serviront-ils de leçon ?

► pages 2 et 3



Insanités

Les huîtres en crève générale

Un autre virus, fruit des eaux usées, et ça, ça fait mal au ventre.

MOINS star mondiale que son cousin, le célèbre corona, le norovirus l'a précédé de peu, dévastant allégrement les huîtres sans défense. Et les bides des bouffeurs d'huîtres, du même coup. En deux mois, les bivalves de Manche ou d'Atlantique ont provoqué 180 cas de gastro-entérite, alias TIAC, toxico-infections alimentaires collectives (*Cultures marines* n°333, février 2020). Crampes d'estomac, diarrhée, vomissements, fièvres pour deux ou trois jours. En Angleterre, en Croatie, en Islande, aux États-Unis, même épidémie à la même période. En Irlande plus tôt en septembre, au Mexique et au Canada en mai. De nouvelles souches de norovirus apparaissent tous les deux à quatre ans environ. L'homme est le réservoir des norovirus, joyeuses saloperies de la famille des Caliciviridae, et c'est lui qui transmet ces virus coriaces, persistant dans le milieu extérieur et résistant aux traitements d'épuration physiques ou chimiques. On devrait arrêter de faire l'élevage d'humains.

Du coup, en Loire-Inférieure comme dans les autres bassins infectés, des zones d'élevage ont été fermées et la vente interdite dans les baies de Bourgneuf et des Moutiers pendant quinze jours à la mi-janvier. Premiers soupçons sur des fuites du réseau d'assainissement dans le Morbihan, cumulées aux pluies diluviennes de l'automne, intoxiquant les huîtres. Ou des « déversements de matières fécales d'un bateau ». Ragoûtant. Puis le virus a pu se propager à tout le littoral par le nomadisme des huîtres, trimbalées d'un bassin à l'autre selon les périodes de pousse. « Origine humaine. Débordement des eaux usées », diagnostique la préfecture qui n'a l'air d'aimer ni les humains ni les débordements. Il y a même eu des manifestants à Auray, portant une banderole : « On veut la mer, pas la merde* ». Les ostréiculteurs espèrent que le principe pollueur-payeur fasse cracher les communes littorales. En attendant, ils ne digèrent pas. En mars, pêche aux bestioles à coquille réinterdite dans le traict du Croisic, du fait des débordements des bassins de rétention des alentours. Il faut vraiment une loi contre les débordements. Ou alors, leur demander de rester à un mètre de distance. ■

* Ce gros mot vraiment indigne, Lulu n'aurait jamais osé le propager, si le devoir d'informer les populations ne primait sur l'antimerdisme primaire.

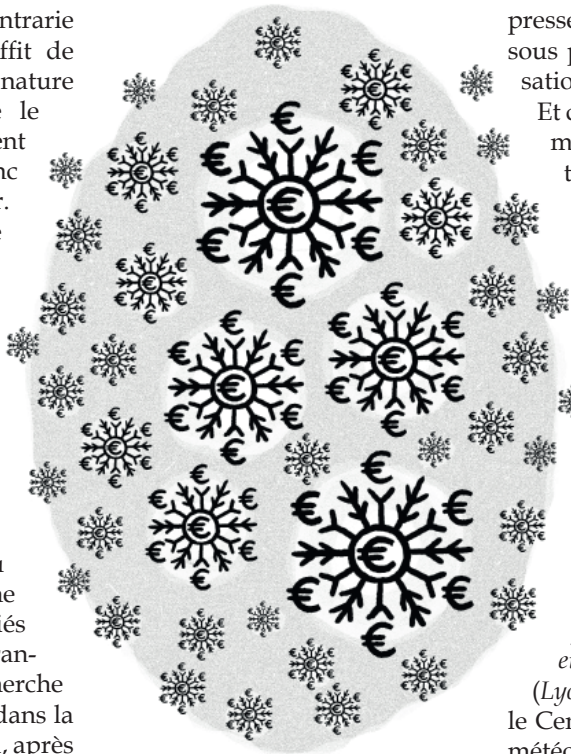
Floconnerie

Crache-neige à cash

Y aura-t-il de la neige à Noël? Pas sûr, mais l'industrie du toc y pourvoira.

QUAND le climat contrarie l'économie, il suffit de forcer la main à la nature récalcitrante. Qu'importe le prix. Les montagnes chopent de moins en moins le blanc manteau du général Hiver. Les fenêtres de froidure sont plus courtes. Pas grave. On fait de la neige en toc. C'est le must des stations de ski et une fuite en avant pour tenter de garder des clients : «*La garantie d'enneigement est devenue un engagement primordial pour les stations*», selon Erich Gummerer, PDG du groupe Technoalpin - une petite centaine de salariés en France. Dont une quarantaine dans le centre recherche et développement, niché dans la riante vallée de Carquefou, après avoir bouffé Johnson controls neige en 2012. Le siège social est à Bolzano dans le Tyrol italien et TechoAlpin a des antennes en Chine, Suède, Autriche, Allemagne, Suisse, USA, Russie, Turquie. 200 000 canons à neige vendus depuis la création en 1976. La boîte a même implanté une usine à neige pour skier indoor sous un dôme au Qatar. Le leader mondial de l'enneigement artificiel livre ses canons à des stations du monde entier, de plus en plus dépendantes de ces béquilles climatiques. Avec ce non-sens : pour produire ce blanc artificiel, on contribue à émettre des gaz à effet de serre qui réchauffent l'atmosphère, ce qui fait justement fondre la neige.

Accompagnant la fuite en avant, le pôle R&D Technoalpin à Carquefou conçoit ces crache-neige, version ventilateur ou perche, et la «*Snowfactory*», bloc mobile de 17 tonnes valant près de 400 000 € HT et fournissant de la neige d'appoint, au soleil, pour les stations de basse altitude et l'événementiel. Le tout fabriqué par des sous-traitants en région grenobloise et en Loire-Inférieure.



Conso sans sommation

L'électricité pompée chaque année par les canons à neige des 92 stations majeures françaises équivaut à ce que consomme une ville de 150 000 habitants (*Altitude news*, 18/11/2017). Question eau captée pour cette fausse neige, c'est autant qu'une ville de plus de 200 000 habitants*. Les investissements des stations, dont beaucoup se livrent à une course aveugle pour sauver les meubles, sont fortement soutenus par des aides des régions et départements de montagne. Mais la fausse neige ne sauve pas toujours l'économie. À Wilmington, New Jersey, en août 2019, un juge des banqueroutes a fait saisir les 48 canons et gros ventilos à neige Technoalpin d'une station privée de ski en faillite : elle avait emprunté 0,9 million de dollars aux banques trois ans plus tôt pour s'équiper en grosse artillerie de neige factice.

Folie des blancheurs

L'équipement est lourd : retenues d'eau qui aspirent les ressources; salle des machines pleines de pompes et de com-

presseurs mettant l'eau et l'air sous pression; réseau de canalisations le long des pistes.

Et cette fausse neige très gourmande en eau ne brave pas toujours le temps : il faut une météo bien frisquette pour qu'elle ne fonde pas. Temps trop doux, les canons ne peuvent rien. Trop de vent, les crêtes sont décoiffées de l'apport de neige artificielle (*L'Est républicain*, 20/01). Les parades sont parfois absurdes : «*Quatre-vingts stations des Alpes du Sud ont hélicoptéré des tonnes et des mètres cubes de neige fraîche pour cacher la misère et recouvrir les pâturages*»

(*Lyon Capitale*, 14/02). Selon le Centre national de recherches météorologiques de Saint-Martin-d'Hères (Isère), «*d'ici 2030-2050, dans 15 à 20% des stations des massifs alpin et pyrénéen, la neige de culture ne permettrait pas, aux altitudes des remontées mécaniques, de pallier le déficit d'enneigement naturel*», d'autant que «*le réchauffement climatique a tendance à être amplifié en altitude. Il est deux fois plus important que le réchauffement planétaire global.*»

(*Lyon Capitale*, 14/02). Autre entreprise locale sur le marché, Génégla (ex-Frigo France) se vantait en 2012 de pouvoir servir «*des batailles de boules de neige en été, et du ski dans le désert*». Elle fournit désormais machines à glace à l'entreprise allemande KTI Plerch qui ajoute compresseurs et circuits frigo et livre le tout à Technoalpin. Mais les canons à neige, la folie des blancheurs, tout ça, c'est ringard. Il faut plus de modestie. Un bon pistolet à neige suffit pour faire du ski dans son cagibi. ■

Jean-Claude Guili

* «*Apocalypse Snow*». Enfrichement des stations de montagne et syndrome (de la bulle) climatique, Philippe Bachimon, *Revue de géographie alpine*, avril 2019.

Démouillage

Sauve-qui-peut la plage

Après avoir baladé du sable, La Baule pompe et recrache de l'eau de mer. En mer.

Y A plus de sable sur la plage? Pff, on en remet. En 2003, La Baule a affrété des norias de camions pour regarnir sa plage sur trois kilomètres : plus de 315 000 m³ de sable avaient été piqués en face, sous l'eau, puisés au banc du Pilier exploité par les sabliers* à sept kilomètres au large. Filtré, transporté par barges à Montoir, ce sable de secours a été déversé au pied du remblai par une chorégraphie de 200 camions par jour pendant quatre mois. Tout ça pour près de 5 M€ et un résultat très éphémère. Les années suivantes, rebelote, 10 000 à 15 000 m³ de sable transitent entre Pornichet et La Baule pour compenser les

volumes que la marée, vraiment taquine, s'obstine à déplacer.

Tuyau percé

Cette fois, changement de méthode. Sisyphe, tu peux aller te rhabiller. Le tonneau des Danaïdes ne sera plus baulois. Un procédé danois repris par Écoplage, une boîte de Sainte-Luce-sur-Loire, draine le sable pour qu'il ne se fasse pas la malle, en contrant l'érosion de la plage. Pour assigner ce fichu sable à résidence, un drain de 950 mètres est enfoui parallèlement aux vagues. Il est supposé démouiller le sable, captant la flotte dans le tuyau percé camouflé deux mètres sous la plage. L'eau récupérée est

évacuée par pompage et... Et quoi? Et rebalancée à la mer. Sauf un petit cinquième des volumes, 100 m³/h, qui prend le chemin inverse, direction la piscine Aquabaule, alimentant les bassins et une pompe à chaleur qui transforme la fraîcheur de l'eau de mer en chauffage, mais avec une chaudière à gaz de secours, quand même, pour 15% d'appoint. La vraie eau, trop fraîche pour la baignade? Pff, suffit de la chauffer, ici à 32 degrés.

Le procédé Écoplage a coûté 1,5 M€ HT, sans compter la maintenance chaque année**. «*La plage est pleine d'eau. C'est sans doute la pire plage qu'on ait traitée*»,

Essuie-glace

La traite des patinoires

La glace de Noël brave le climat des Trouduc de Bretagne, et on patine dans la semoule.

IL ne gèle pas à Noël? Pas grave, on fait des patinoires de plein air, éphémères, quinze jours cours Saint-Pierre à Nantes, autant à Clisson et Ancenis, un mois à Saint-Nazaire, un mois et demi à Châteaubriant. Même s'il y a déjà des patinoires couvertes, toute l'année, à Nantes et à Rezé. À Bordeaux, la mairie a arrêté sa patinoire à ciel ouvert depuis 2016, économisant quelque 120 000 € par an (*Sud Ouest*, 16/11/2016). Rennes a dit stop l'an dernier. Trop cher, gaspillant beaucoup d'énergie, d'eau mixée avec du glycol, et donc pas très écolo. Selon l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), une patinoire en plein air, quatre à cinq fois plus énergivore qu'une

patinoire couverte, dépense plus de 300 000 kWh / an, soit l'équivalent en émission de 30 tonnes de CO₂. Et si l'hiver est doux, il faut forcer à plein régime la production de froid. «*La consommation électrique peut facilement doubler en l'espace d'une heure en fonction des conditions climatiques. Et si les températures dépassent zéro degré, c'est encore pire*», selon Thierry Voegeli, porte-parole du Syndicat national des patinoires (*France Soir*, 07/02/2011). On pourrait pas patiner à roulettes? Les 200 jours de «*grand débat citoyen sur la transition énergétique*» à Nantes, en 2018, n'ont pas brisé la glace, la féerie doit s'acharner à tapisser de glace les abords de Noël. On sent une certaine frilosité à s'emparer d'un sujet aussi brûlant. ■



Chauffe dehors

Chaufferettes des quatre saisons

LA SOLUTION pour éviter la récession : généraliser les parasols chauffants, toute l'année, H24. Les rendre obligatoires. Un marché énorme. À contre-courant de cet essor économique, Rennes interdit début 2020 les parasols chauffants et les braseros à gaz aux terrasses des bars et restos. Ces chaufferettes en extérieur seraient une hérésie climatique. Un élu écolo de Paris a calculé : question gazouillis à effet de serre, une terrasse chauffée de 12 m²

consomme en un jour autant qu'un SUV roulant 350 kilomètres (*Le Monde*, 11/01). Les bistrotiers allemands, danois, suisses, suédois fournissent déjà plaids et couvertures à leurs clients. Mais à Nantes, l'autoproclamé haut lieu de la transition énergétique, on est plus malin que ça. On n'interdit pas, on tergiverse.

Le chaufferettisme, c'est l'avenir de la relance. Sinon, il reste à faire rouler son SUV sur son balcon. ■



», avait noté le chef de chantier (*Ouest-France*, 25/01/2019). Du La Baule bashing tout craché. ■

Manu Méroté

* «*Le marchand de sable est paré*», *Lulu* n° 44, avril 2004.

** 16 600 € par an en 2006 aux Sables d'Olonne qui a le même procédé Écoplage depuis 1999 (Association nationale des élus du littoral, avril 2006).

L'improbable piscine à bosses

Énergie, sécurité sanitaire, terres agricoles sacrifiées... Le surf park doit essayer quelques méchantes vagues.

A SAINT-PÈRE-EN-RETZ, le projet de « La Bergerie surf camp » serait à huit kilomètres de la mer, à vol de mouette... Pour construire ce bassin artificiel et créer le besoin, les promoteurs du projet, l'orthodontiste nantais Stéphane Bouchonneau, son neveu Alexandre et un troisième associé, Thibault Coutançais, miseraient 15M€. Une misère. Hébergement, club-house, bar, resto, boutique, épicerie, pôle médical, accueil de séminaires : ce projet immobilier annonçait un début de travaux imminent pour ouvrir en 2022. Le coronapataqués rajouterait un an. Les investisseurs tablent sur 100 000 entrées l'an, « hypothèse plutôt pessimiste », dit Thibault Coutançais à Lulu. Ils espèrent attirer les champions des Jeux olympiques 2024 pour une trempette d'entraînement, sauf que ces JO ont banni l'hypothèse d'une épreuve de surf sur vague artificielle et que les Landes et leurs machines à vagues sont sur les rangs aussi, avec de meilleurs atouts.

Grande surface

Bassin béton et inox, 200 mètres de long, 85 de large, le parc où d'énormes souffleries fabriqueront des vagues annonce un mix énergétique très flou, « panneaux photovoltaïques ainsi que différentes sources de production d'énergie », sans rien préciser ni chiffrer. Développée par la société American wave machine, la technologie californienne Perfectswell peut générer jusqu'à 180 vagues par heure. La version Loire-Inférieure table sur « 400 à 500 kWh en moyenne », associant chaque vague à une dépense énergétique d'1 kWh. Bon an mal an, environ ce que consomment 16 500 frigos, sans compter le coût des douches, restos, rinçage du matériel, etc. Selon les opposants de l'asso Terres communes, une heure de surf dépenserait autant que « trois semaines de consommation d'eau et trois jours d'électricité dans un foyer moyen ». La dépense d'eau potable du réseau serait de 57 000 m³ d'eau selon Pays de Retz environnement, 11 000 m³ selon les organisateurs. La police ne donne pas de chiffre. « Il y a énormément de variables. Tous les jours, avec les bureaux d'études, on gagne les milliers de litres en retravaillant le design. Aucun dossier officiel n'est encore déposé auprès des services de l'État », dit Thibault Coutançais.

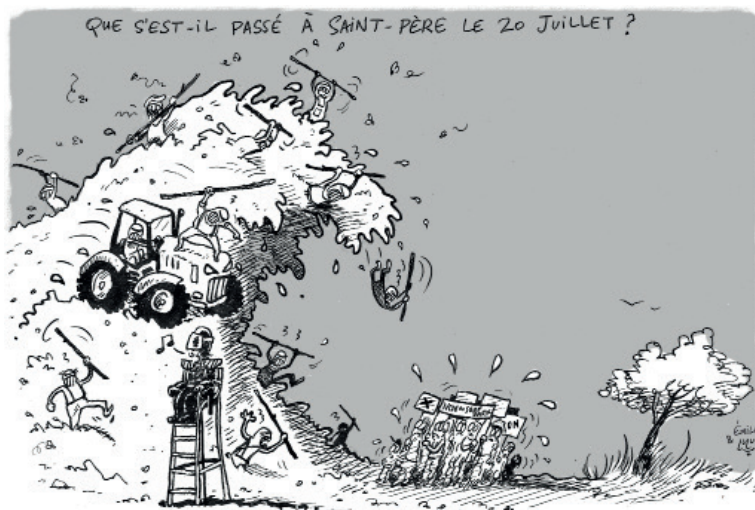
Amibe tueuse

Question sanitaire, le modèle ricain a connu un sérieux hic. Le surf park de Waco, Texas, que les promoteurs nantais ont visité pour en adopter la technologie, a été fermé pendant six mois, aussitôt après la mort d'un surfer de



29 ans, Fabrizio Stabile, 13 jours après avoir baigné dans ses vagues en septembre 2018. Il y a chopé l'« amibe mangeuse de cerveau » alias *Nægleria fowleri*, qui rentre par le nez et provoque la mort dans 97 % des cas, selon le Center for disease Control texan. La mère du surfer attaque en justice le parc de Waco et réclame un million de dollars, son avocat estimant que « les eaux teintées

en bleu vert du bassin masquaient "une soupe pathogène" » (CBS news, 18/04/2019). « La bactérie, on ne l'a pas retrouvée dans le bassin de surf... », tente Coutançais. Gros doute de l'avocat de la victime qui dénonce un apport de chlore dans le bassin de surf après l'accident et juste avant les prélèvements des services sanitaires officiels, lesquels n'ont pu constater que des « conditions



Le 20 juillet 2019, les opposants au projet, paysans et écolos, avaient prévu un rassemblement sur le site convoité par le projet de surf park. Face à eux, des paysans locaux très remontés, armés de bâtons, de marteaux. Un tracteur fonce sur les militants écolos. Les gendarmes regardent en l'air. Il a fallu démonter les installations pour tenir le rassemblement à quelques kilomètres de là.

Vagues à l'âme

AVANT la panade économique due au confinement, les parks à vagues, c'était l'hypertendance. Même si l'apocalypse est tombée sur les deux sites australiens, dans un Queensland ravagé par les flammes en novembre, et à Melbourne fermé en janvier après les tempêtes de poussières brunes dues aux incendies géants. Un projet à Nantes, Magic swell, porté par Bertrand Marc, actuellement à la tête d'un cabinet conseil aux entreprises, cherche un terrain, et espère ouvrir en 2021, avec pour le mo-

ment une communication très discrète. Projets en Vendée, dans les Landes, mais les dossiers de Lacanau et Bruges en Gironde ont été abandonnés en 2019, les élus ayant reconnu « l'hérésie écologique et économique ». Il y a d'autres surf resorts en circuit fermé en Californie (qui ne manque pourtant pas de vraies vagues), aux Canaries, en Thaïlande, Afrique du Sud, Suisse, Angleterre, Écosse, et même à Dubaï en plein désert, au pied des montagnes pelées. Un vrai caprice de rois du pétrole. ■

favorables » à l'amibe fatale. Et selon deux infectiologues, chercheurs d'Atlanta, le réchauffement climatique devrait accentuer les risques de ce bouillon d'amibe* dans les zones tempérées.

Eau verte

Mais la Bergerie surf camp promet une eau filtrée sans traitement chimique. Notamment grâce à une catégorisation administrative : « Pas de chlore du fait du classement en bassin de "baignade artificielle", souligne Coutançais, ajoutant : On nous accuse de greenwashing, mais on est conscients de l'urgence climatique. » Ah... Le projet jure qu'il « défend les valeurs écologiques et le respect de la nature du surf », même si l'associé dentiste s'avoue « conscient qu'on ne peut pas se permettre d'avoir un impact très négatif sur l'environnement »

(Europe1, 06/07/2019). Mais modérément négatif, ça lui va. L'étude environnementale n'est pas bouclée. Et tant pis si on sacrifie des terres agricoles, qu'un changement de plan d'urbanisme a opportunément requalifiées en terrains de loisir à faire du surf à la campagne. Et tant pis si, en juin 2019, le président du département a surpris en traitant le projet d'« aberrant, anachronique et saugrenu ». Déclaration fracassante, étonnante pour un ardent défenseur d'un aéroport dans le bocage à ND-des-Landes, à la tête d'un département champion en artificialisation des sols**. ■

Loisir d'impatience

Et tant pis si, auprès des surfers, ces piscines à vagues mécaniques, entre quatre murs de béton, sont décriées car contraires aux valeurs du surf. Fini l'accès à l'océan gratuit, fantasque, imprévisible. Car le vrai surf est histoire de patience. De chasseurs à l'affût sur le haut de la dune, de sages observant l'horizon sur leur rocher, prêts à devenir eux-mêmes l'eau en mouvement souple. Du temps étiré à attendre le bon train de vagues à chevaucher, en tenant compte des éléments : houle, vent, marée, météo, philosophie. Ringard tout ça. Les vagues seront sur commande, pilotées par ordinateur 7 jours sur 7, dix à onze mois de l'année. Tarif : de 35 à 45 euros pour une heure de surf. Le projet surnagera-t-il aux lendemains moroses du confinement ? « Oui, ça rajoute une inquiétude », concède Coutançais... Il est encore temps d'envisager un nouveau concept de surf, à sec dans un champ de pâquerettes. ■

Kelly C. Youlater

* Primary Amebic Meningoencephalitis: What Have We Learned in the Last Five Years?, Jennifer R. Cope, and Ibne K. Ali, 2016.

** Les démolisseurs bétons, Lulu n° 105-106.

Surface de réparation

Le parc antidésastre

Faux lac, vrai béton, mais pas de surf en chambre. On est déçus.

L'ATTRACTIVITÉ étant en berne, place aux parcs d'attraction. Dans la zone Atlantis de Saint-Herblain, le promoteur immobilier La Compagnie de Phalsbourg veut démolir des magasins pour ouvrir en 2022 un gros complexe de loisirs en intérieur, avec simulateur de chute libre, escalade, escape game, karting, laser game, une dizaine de restos, un hôtel de sept étages, un parking silo de près de 450 places. Mais rien pour les fans de belote coincée... La consommation d'eau potable de la structure est estimée à 90 000 litres par jour, soit autant qu'une commune de 700 habitants. En tous cas, ceux qui boivent de l'eau, se douchent et se lavent les mains. Outre les 22 000 m² de plancher, un lac artificiel sera créé, fonctionnant en circuit fermé, la pluie étant censée compenser l'évaporation. Classé 58^e fortune de France, collectionneur d'armures de samouraï, Philippe Journo, le patron de la Compagnie de Phalsbourg, qui avoue un salaire de 13 000 euros par mois, ne se mouche pas du coude, se donnant pour mission de « réparer ce qui a été mal fait ces trente dernières années », évoquant le « désastre en terme d'urbanisme » des zones commerciales (Ouest-France Angers, 13/12/2011). De quoi on manque le plus : de temps, de parcs d'attractions, ou d'un samouraï sauveur du désastre ? Réaliste, le tycoon de l'immobilier dit dès le 9 mars : « On va se prendre un tsunami économique », prédisant que « la reprise prendra du temps, beaucoup de temps ». Un tsunami ? En voilà une idée pour un surf park conjoncturel... ■



Muscadet chauffé

FIN mars 2020, comme les années précédentes, craignant plusieurs nuits de gel de printemps, les vigneron nantais réchauffent l'atmosphère avec les moyens du bord : braseros, feux de paille. Mais ils sont aussi de plus en plus nombreux à investir dans de grosses bougies, des câbles chauffants. Et le top du top : des tours ventilos mobiles, potences articulées montant à dix mètres de haut, moteur essence ou diesel. Technologie néozélandaise. Chaque engin Tow and blow coûte à l'achat près de 35 000€ hors taxes et dépense 2 600€ par an de carburant pour quatre hectares. Alors qu'on pourrait replanter la vigne sur un plancher chauffant électronucléaire. ■

Les voisins se plient en carte

Ligués contre Yellopark, les riverains de La Beaujoire ont accouché d'une carte subjective et collective.

LA SAGA Yellopark fait flop début 2019. Les riverains mobilisés contre le projet soufflent enfin. Ce projet fou, insensé, grotesque, absurde aura de fait contribué à créer des liens désormais indéfectibles entre les habitants de ces quartiers. Un an à coller affiches et banderoles, témoigner à la presse, plancher le droit, animer blog et compte twitter, et surtout passer des dizaines de soirées entre voisins de divers quartiers pour contrer la « yello invasion »...

Le jardin égoïste

L'été 2019, l'Aralb (Association des riverains et amis de la Beaujoire) rejoint le groupe Superville #4 (architectes et urbanistes œuvrant à fabriquer la ville autrement), découvre des collectifs contestant d'autres projets urbains nantais (Bois Hardy, carrière Misery, jardin des Ronces...), participe à une balade à vélo des lieux à défendre. Et tient une première réunion de quartier post Yellopark dans un jardin. Le jardin, ce « truc de bourgeois égoïstes et réactionnaires », comme dit le promoteur nantais lors de réunions de pseudo concertation... Des gens du quartier se retrouvent à nouveau, des jeunes urbanistes, une jeune paysagiste, des étudiants, un géographe... « Alors qu'est-ce qu'on fait ? », Une maquette ? « Pfff, trop long », et « Faut pas figer les choses »... « Et si on faisait une carte ? » Comme celle de la ZAD que certains connaissaient : « Pas cher, facile à distribuer. » Les prochaines échéances électorales ? Un atout. Ils se sont baladés sur la parcelle, il faisait chaud, les martinets chantaient au-dessus du stade. Pour quelques-uns, c'est une découverte : « Ouah l'espace est énorme », « On dirait le bocage », « On pourrait habiter dans le stade sous les gradins, y faire des lieux de vies ? ». Ils vont voir le bois ravagé, pour y implanter une halle marché de producteurs locaux ou un nouveau lieu de culte ; personne ne sait. Tout proche des arbres coupés, deux rangées de chênes espacés d'un mètre, « ça, ça sent la compensation environnementale » (rires jaune et vert, couleurs locales).

La bande des cartes

En septembre, une quinzaine de personnes, pas toujours les mêmes, participent à des ateliers ouverts à la maison associative des Batignolles ou chez des riverains, assortis d'apéros (importants pour l'inspiration). À trois par table, on planche sur divers sujets. Que mettre sur la carte ? Ce qui va et « ce qu'on souhaite », les points noirs, la nature, « les mobilités », « comment lier les différents quartiers »... Y participent un commerçant ambulant, des supporters de foot réfléchissant parfois mieux qu'un élu... Et puis les mômes du coin, au sein d'ateliers dessins. « Faudrait les gens de la Halvêque avec nous. » Des centaines de flyers sont distribués



qui descendent de l'Erdre ? », direction le centre-ville, la mairie, et arborant des mentions claires : « Ci-git la transparence », « Carrefour de l'opacité », « Bateau du dialogue citoyen »...

Après tout, notent les riverains, « cette carte est un témoignage, une perception, elle n'est pas là pour satisfaire qui que ce soit. Elle illustre une certaine réalité qui échappe aux premiers venus. La ville se doit d'être au service des habitants, pas des promoteurs et des financiers domiciliés à Bruxelles. Avant d'aménager la ville, il est important de bien connaître ceux qui l'habitent. »

Néocons escamotés

Quand la « fabrique de la bile » a fait débat, le « boulevard des néocons » a disparu de la version finale. Référence au promoteur de Yellopark, Yoann Joubert, fustigeant sur internet les « néocons qui s'ignorent » : certains riverains s'étaient sentis visés. Excès de parano sûrement... N'empêche, des gens ordinaires ont œuvré pour faire modifier le Plum, Plan local d'urbanisme métropolitain, protéger leur quartier, rester vigilants. La carte sensible en témoigne. Il faut prendre le temps de la déplier, la découvrir, voire de s'engueuler autour, ou l'encadrer. Rappel aux générations futures de cette drôle d'époque où un financier poursuivi fiscal faisait le baise-main à une élue reine de la co-construction opaque. ■

Cathy Voldemort

Format ouvert 96/67 cm, fermé 16/33,5 cm, prix libre, 2€ en point de vente. Pour la voir ou l'avoir : www.alacriee.org/

Urbannissement

Onc' Picsou fait main basse sur la ville

Un gymnase inutilisé, un promoteur rapace, bien vivace quand il faut expulser.

QUI fabrique la ville ? Une réponse avec la demande d'expulsion des exilés installés début février dans l'ancien gymnase de l'asso sportive des gaziers et électriciens. Désaffecté et vide depuis des mois. Constat d'huissier dès le lendemain de l'occupation, procédure d'urgence en référé exigée par le promoteur Covivio, au nom soigné : « Co » pour collaboration, « vivio » comme vivant... 24 milliards d'euros de patrimoine. On retrouve au capital Black Rock fund, le géant mondial, aspirant profiteuse de la réforme des retraites, la BNP, le fonds d'investissement américain Vanguard group (qui place des billes chez Monsanto-Bayer, Exxon-Mobil, Amazon, Goldman-Sachs ou Dow chemical), des financiers-assureurs (Maaf, Crédit mut, Crédit agricole, GMF, Covea finance) et le Norges bank investment management, le fonds souverain le plus puissant au monde, alimenté par les revenus pétroliers norvégiens (un peu à la peine en

ce moment). Que du beau linge planétaire, champagne et dividendes, plutôt grosse Bertha du cynisme destructeur que Greta Thunberg. L'actionnaire principal : Leonardo Del Vecchio, dit « l'Empereur des lunettes », 2^e fortune d'Italie et 37^e mondiale. Selon le baratin du promoteur, « construire du bien-être et des liens durables, telle est ainsi la raison d'être de Covivio qui exprime son rôle en tant qu'opérateur immobilier responsable (...), invente l'expérience utilisateur d'aujourd'hui et dessine la ville de demain ». En commençant par virer les gueux. En 2018, Covivio a reçu le grand prix spécial du jury décerné par un machin financier, « l'Assemblée générale » (pas le genre à voter des grèves) coordonné par « l'Institut du capitalisme responsable ». Ici responsable du renvoi à la rue de réfugiés en situation précaire. Au milieu du XIX^e, Daumier caricaturait le propriétaire en « Monsieur Vautour ». Aujourd'hui nouvelle race de prédateur : le vautour responsable en meute. ■

Airbiennébi, un air bien incontrôlable

Pas demain la veille que les loueurs d'Airbnb vont se faire flasher par les radars.

LES LOUEURS voient leurs rentes fondre avec le confinement. Début de saison calamiteux. L'investisseur, le prof qui arrondit ses fins de mois d'été, tous se plaignent*. L'airbienbisme ne devait pas passer l'hiver au chaud. Scrogneugneu, on allait voir ce qu'on allait voir, a promis la métropole** qui a bien embauché deux personnes en septembre pour contrôler les loueurs. Mais pour l'instant, rien. Ou presque. « Ils étudient, se demandent comment savoir combien de personnes sont enregistrées par Airbnb. On a zéro avancée... Aucun contrôle n'a été effectué. Nantes métropole a les adresses des logements mais pas les coordonnées des propriétaires ! Impossible de les contacter pour leur imposer d'être en conformité avec la loi », soupire Nathalie Savourel, vice-présidente de l'UMIH44, l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie. Jusqu'ici collectée auprès des hôtels et campings, la taxe de séjour s'étend désormais aux « meublés de tourisme offerts en location de manière répétée et pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile », selon le jargon métropolitain. Le tarif ? 3 % du prix hors taxe de la nuitée par personne, plafonné à 2,25€/par tête et par nuit. « Prévus en octobre, la réunion sur

le bilan de la collecte de la taxe de séjour a été reportée quatre fois. Les résultats sont catastrophiques. On a appris en janvier que Nantes métropole n'a même pas collecté un quart des taxes des logements Airbnb. Un quart de ceux qui sont connus, enregistrés... », explique Nathalie Savourel à Lulu. Airbnb a versé à Nantes métropole 258 000€ de taxes de séjour en 2018, 303 000€ en 2019, soit moitié moins qu'à Montpellier. Question palmarès, Nantes se classe 17^e des villes les plus rétribuées. En mars 2019, un colloque à l'école d'architecture révélait qu'à Nantes, « seulement 8 % des annonces comportent un numéro d'enregistrement unique de l'hôte (23 % à Bordeaux). Les autres sont hors-la-loi***. Airbnb, qui voulait être coté en bourse cette année, s'est aussi engagé à vérifier d'ici la mi-décembre 2020 la fiabilité des infos publiées sur sa plate-forme par les loueurs : photos, détails, y compris l'adresse, pas toujours la bonne. Pour la régulation du marché, il est urgent d'attendre. ■

Christopher Biennebique

* Ouest-France, 04/04.

** Airbnb soumis au carcan dira-t-on, Lulu n° 105-106, juillet 2019.

*** Airbnb, un briseur de ville ? La Gazette des communes, 18/03/2019.

L'HORREUR DES TOURISTES CONFINÉS DANS UN AIRBNB



Glug

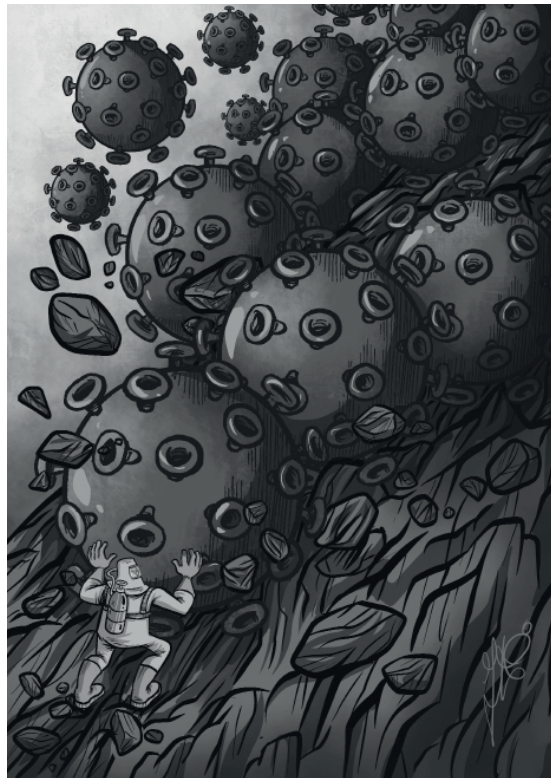
Le flic, ce coworker-né

LA COWORKINGATION du monde continue. Avant la confinement, les bureaux de coworking proliféraient. Après aussi, peut-être. Le dernier en date s'appelle Glug, un « concept » (forcément) né à Londres, regroupant des créatifs. On reconnaît les Nantais qui l'ont importé à leur absence de signe de reconnaissance : « Véritable pied de nez au networking conventionnel, la communauté des Gluggers se définit par une absence de code vestimentaire ou de cadre formel » (Presse-O,

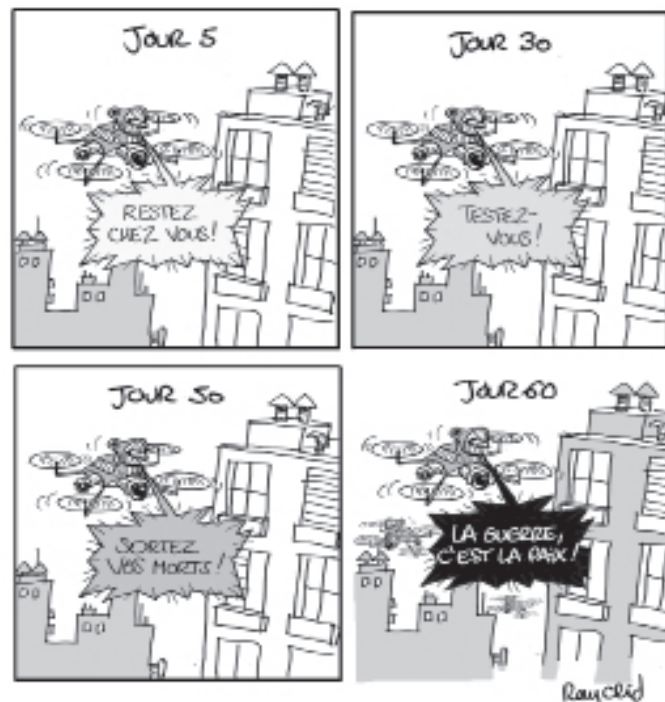
22/01). Ces conceptologues du pied de nez sont très ouverts : « La créativité existe partout. On peut en trouver dans la justice, la science, la cuisine, les transports et même la police... Ce que l'on cherche, ce sont vraiment des gens qui fassent passer des émotions. » La police, le passage d'émotions, ça la connaît. Après avoir éprouvé son potentiel d'émotion démolition à coups de LBD éborgnant les manifestants, elle a su coworker sans cadre formel en distribuant d'émouvants PV. ■

Ça va ou quoi?

Des nouvelles du front. De nos envoyés spéciaux à Confineland.



CONFINEMENT: DRONES DE SURVEILLANCE



LES PRISONS MOINS PLEINES



Tricharderie Le STO glorifié

Allez hop, le working class hero, au front !

UN PATRON frappé par la foudre. De la révélation. Il aura fallu à Yann Trichard, président de la CCI et administrateur du Medef 44, trois jours de confinement pour lancer la formule ronflante, flattant ces salopiards de salariés, ces « coûts sociaux » pénibles, soudain rattrapés par une certaine utilité. Pour lui apporter une pizza à toute heure, éventuellement pour lui sauver la vie, assurément pour sortir les chiffres d'affaires du raplapa. Dans un communiqué, il rend hommage à « ces héros du quotidien que sont les techniciens de maintenance, les livreurs, les fournisseurs de pièces détachées, les caissières, les approvisionneurs, les informaticiens, les facteurs et toutes les personnes qui contribuent à cette grande chaîne de notre vie ». D'habitude sa marotte, c'est le bien-être dans l'entreprise*. Pour ceux qu'on envoie au front de la guerre déclarée par Macron, l'héroïsme est plus approprié. Honneur aux soldats inconnus. Comme en 14, le prolétariat doit être au feu, en première ligne ! Sonnez trompettes. Trichard appelle au « sentiment de la fraternité nationale » (Sun FM, 31/03). Les soutiers sont donc exemptés de confinement, souvent mobilisés sans mesures de protection suffisantes, supervisés par des cadres et big boss bien à l'abri derrière l'écran de leur télétravail. Élément de langage, la formule

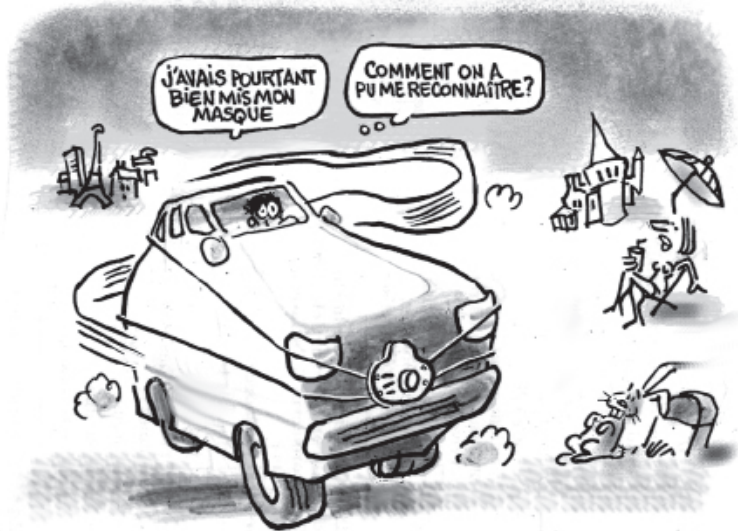


« héros du quotidien », après avoir été piquée dans l'arrière-boutique d'un magasin de médailles en chocolat, Trichard l'a reprise du patron du Medef trois jours avant, et de la vice-présidente nationale la veille. Le même jour où Trichard célèbre l'héroïsme, le président délégué du Medef, Patrick Martin, panique devant les droits de retrait que font jouer ces insupportables mutins du quotidien : « Il y a eu dans tous les secteurs d'activité, y compris dans ceux très nombreux dont l'exploitation n'est pas interdite par les mesures sanitaires, un changement d'attitude extrêmement brutal

des salariés. » (AFP, 18/03), ajoutant que « les entreprises ne sont plus en mesure de poursuivre leurs activités sous la pression des salariés ». C'est ça, la brutalité des héros saisis d'une sale envie de pas crever pour les actionnaires confinés. ■

Fernand Peutoulier

* La boîte qu'il dirige, Syd conseil, emploie 215 héros du quotidien. Une « entreprise libérée », avec baby foot, table de ping pong... Sur le net, les avis d'anciens employés relèvent des salaires en dessous de la moyenne, l'absence de RTT et de prime de déplacement prévue à la convention collective.



Partons!

Le big boss pendulaire

Paname, Le Croisic : le patron des patrons pratique le confinement mobile.

ÉLU à la tête du Medef en juillet 2018, Geoffroy Roux de Bézieux affirmait sa volonté de consolider le « besoin d'exemplarité ». Mais le confinement, c'est pour les cons. Geoffroy fait la navette entre le siège du Medef à Paname et son manoir du Croisic (Ouest-France, 25/03). Geoffroy Roux de Bézieux, dit GRB, rejeton d'une « dynastie d'industriels et de commerçants anoblie sous Louis XV » (Capital, 28/08/2018), habite Neuilly et patronne dans le 7°. Mais une fois le coronavirus survenu, monsieur a préféré réfugier la petite famille dans son pied-à-terre du Croisic, le manoir de Pen Castel. L'été 2010, Sabine, sa moitié, avait organisé au Croisic une expo sur la Bible dans l'ancienne criée. Elle y est donc en odeur de sainteté.

Le mari, lui, se tape du confinement. Pas sa religion. Il n'a bafoué les règles que pour un « problème technique », pour animer une réunion de 400 adhérents qu'il ne pouvait faire que depuis le Medef dont le siège était encore ouvert, a-t-il plaidé (France 2, 31/03). Le télétravail, pas pour lui. Même si ça ne l'étouffe pas de vanter la Chine autoritaire : « Face à une pandémie, un système autocratique semble pour le moment mieux armé pour bloquer une pandémie que ne le sont nos démocraties. En Chine, dimanche, on n'aurait pas laissé les habitants aller dans les parcs ou les marchés. Il faut réfléchir à la façon dont nos démocraties pourraient être collectivement plus efficaces. » Un bracelet électronique pour Geoffroy, ça coûterait combien? ■

Roule à pied

À COUËRON l'épicerie « met en place un "drive piétons" » (Presse-O, 07/04). Prière de faire vroum vroum avec la bouche sans postillonner tout en mimant l'ouverture de la vitre avant gauche. ■

Halte-là! Qui rive?

LE PRÉFET déteste les bords de Loire. Très mauvais souvenir d'un quai et d'un mouvement intempestif et gazeux de ses policiers allergiques à la fête de la musique, précipitant la mort de Steve Caniço. Le quai de la Fosse, c'est pareil, avec cette prétention à passer pour une forêt portative, il est suspecté d'alignement d'arbres en pots. Le lendemain de la fermeture des plages, pour éviter que le coronavirus n'arrive du large en nageant, l'arrêté préfectoral n° 2020/SEE/0084 a interdit l'accès du quai aux passants à pied ou à vélo, même munis de leur autolaissez-passer. Pas envie qu'on l'accuse d'avoir laissé ouverte une Fosse commune. Le qualificatif de plage étant un peu hasardeux, l'interdiction du quai s'est faite au titre de la prohibition des « cours d'eau, lacs et plans d'eau publics ainsi qu'à leurs rives, parcs et jardins publics » et « forêts publiques ou privées ». Pêche et chasse, pareil, c'est défendu. Sauf pour les chasseurs en bleu, armés de carnets à souche. ■

Petits moyens

Gouvernementeurs

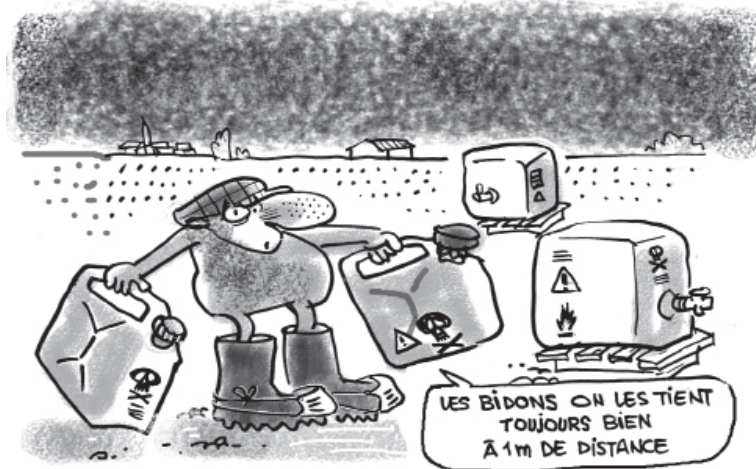
Un patron fait jouer son droit de retrait.

SOURCILS froncés, l'air pas content du tout, Olivier Morin, patron du bâtiment et président de la CPME des Pays de Loire, interpelle le 19 mars les ministres. Face caméra, il refuse l'injonction de reprendre le travail et d'exposer ses salariés. « Je reçois vos menaces, celles de vos préfets, celles de la Ddte qui, d'ordinaire, s'emploient à fermer nos entreprises quand elles ne respectent pas la sécurité de nos salariés. Je reçois des refus de prise en charge de leurs demandes de

chômage partiel d'entreprises, au motif qu'elles ne sont pas concernées par l'obligation de fermeture et que le coronavirus n'est pas une raison sérieuse et valable. Ce sont des insultes pour nos entreprises, nos salariés et nos entrepreneurs. Je ne céderai pas à ces menaces. Je ne plierai pas. La mise en danger de la vie d'autrui c'est aussi la loi! ». En récusant au gouvernement toute expertise en santé, économie et gestion de crise, il finit par un solennel « Je ne vous salue pas ». À bon entendeur. ■

La révolte des poulets

CONFLIT entre la CRS13 et sa hiérarchie. Leur hébergement en hôtel, ça va, mais pour les 18 chambres en caserne, c'est non, y a des douches collectives et des goguenots dans le couloir, donc danger. « Pas adapté quand on connaît la facilité de propagation du virus », a toussé le délégué syndical policier (Presse-O, 26/03). Pour protester contre cette odieuse absence de piaules républicaines sécurisées, sans chiottes perso ni douche individuelle, ils ont dormi dans leurs véhicules, par paquets de quatre, pas plus. Na! Et se sont re-entassés dans leur cars pour repartir ailleurs. Les poulets ont toujours eu une grande maîtrise du confinement. ■



La fin des haricots

LE MARAÎCHER de Petit-Mars tire la langue, et liste ses misères. Avec l'interdiction du métam sodium, fini, le désherbage chimique de la mâche. C'est pas tout : « Finie l'alternance unique radis-mâche : "la terre était malade" » (Ouest-France, 01/04). Côté saisonniers, fini les Roumains : « Eux aussi sont confinés. » Et, la frontière étant fermée, c'est fini pour l'export en Allemagne. Comme il produit trop de mâche, il en détruit régulièrement. Un gars qui rend la terre malade, faut d'abord qu'il se fasse soigner. ■

Première ligne

UN TITRE en tête de la page Loire-Atlantique : « Le chocolatier baulois Christophe Rousset est en première ligne dans la crise du coronavirus : il assure lui-même le transport gratuit pour livrer ses chocolats de Pâques. » (Ouest-France, 30/03). Le virus en tremble encore. Une telle offensive. En situation de guerre, il faut pourtant s'attendre à des ripostes farouches des braves soldats au front. Covid-19 n'avait pas prévu de se faire bombarder de cacao. ■

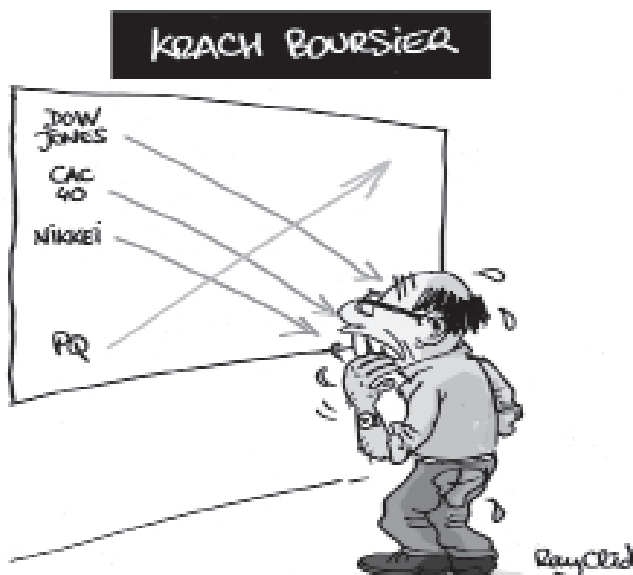
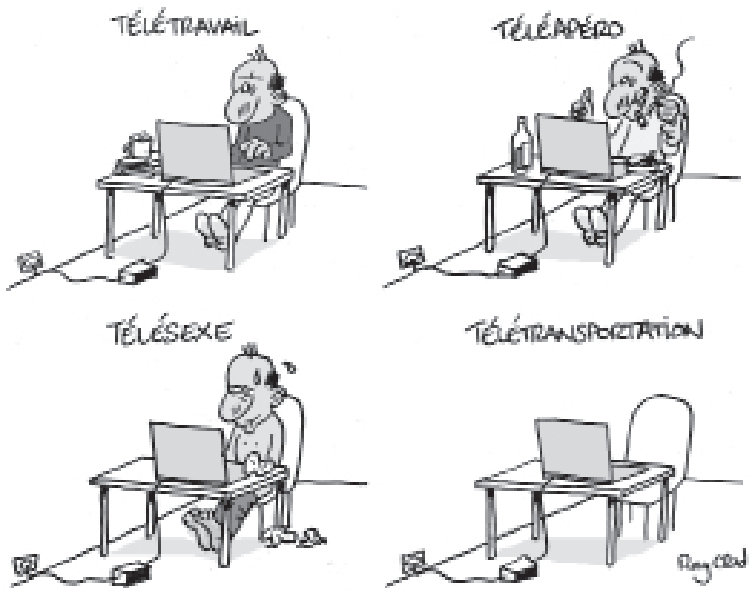
Jardin d'enfants

CRÈCHE municipale d'exception pour les mômes d'essentiels: rejets de flics, matons, pomplards, infirmières, et depuis le 30 mars élargie aux mômes des caissières de supermarchés, a décidé Johanna Rolland. Et si, avant de déposer leurs marmots, les mamans pouvaient déposer un peu de paracétamol devant la porte de leur bienfaitrice, ça serait cool. Mme Rolland bouge pas de chez elle depuis fin mars : sa fille étant symptomée, la mère a chopé les symptômes itou. Du Covid coconstruit maison. ■

TÉLÉTRAVAIL : QUI VA GARDER LES ENFANTS ?



Ça va toujours, ou quoi?



Riquiquisation Futur CHU: donnez vos lits de camp

Le nouvel hosto survivra-t-il au virus couronné ?

LA POSE de la première pierre est prévue en octobre prochain, mais la pandémie aurait comme lapidé à l'avance le futur hosto. Dans sa version initiale, le projet prévoit, entre autres, de supprimer 500 postes, soit une réduction officielle des lits de 14 % (22 % selon la CGT) par rapport aux capacités actuelles de l'hôtel-Dieu et Laennec, les établissements qui seront transférés sur l'île de Nantes. Et ce qui va avec : 64 % des interventions chirurgicales en « ambulatoire » (comprendre : les patients priés de faire l'aller-retour dans la journée), contre 41 % en 2018. Une sorte de drive-in médical en somme, le must du Coperno*, le machin interministériel chargé de rogner partout pour faire des É-CO-NO-MIES dans les hostos du futur de tout de suite. Alors que le personnel soignant d'ici et de tout le pays dénonce depuis des années une vision comptable, néolibérale, du service public de santé orchestré par les argentiers de l'État. Une bonne partie de la population s'en est foutue, déculpabilisant depuis peu sur son balcon en applaudis-



sant le soir les « héros nationaux ». Le manque de moyens humains, matériels et financiers éclate au grand jour. Pas de gants, masques, blouses, tests, etc. Des agents éreintés, en burn out. Mais à part les belles promesses des gouvernants main sur le cœur, pandémie oblige, le « grand soir » de l'hôpital n'est pas pour demain. En première ligne contre le Covid-19, les réanimations du PHU3 (pôle hospitalo-universitaire 3) saturent. Mais pas qu'elles. Devant une médecine aiguë gériatrique débordée, une nouvelle unité de 15 lits a ouvert

en urgence le 6 avril à Laennec en endocrinologie. Car les vieux affluent aussi à l'hôpital. Pendant ce temps, la direction de l'hosto, les élus et les architectes s'enthousiasment pour la future médecine des « 4P » imaginée dans leur joujou : « préventive, prédictive, personnalisée, participative ». Merci de faire passer le message au corona et à tous ses cousins, frangins, neveux et rejetsons. ■

Philippe Ouste-Blabla

* Comité interministériel de performance et de la modernisation de l'offre de soins.

Signaux de fumée

Passage à tabac au conseil régional

Pouf pouf touse touse emploi emploi cash cash.

ON DOIT au tabac 75 000 décès par an (dont 45 000 décès par cancer) en France. Ça n'a pas fait tousser la majorité du conseil régional qui a voté le 14 février 200 000 € d'aide à l'usine LTR de Spay dans la Sarthe, 276 salariés. On y produit du tabac reconstitué à partir de chutes, débris, poussière, miettes de tabac de l'industrie cigarettière américaine, anglaise, chinoise. La réagglomération de résidus de tabac développé par LTR triple ou quadruple la teneur en nicotine*. Les cigarettiers qui ont fourni leurs rebuts, réimportent 80 % de la production de ces feuilles de papier-tabac, redéchirées en fragments

et enfouies dans le mélange tabacoïde des nouvelles clopes. Une économie circulaire lourde en empreintes carbone, nicotine, goudron, cancer. Seule bonne santé, celle, financière, arborée par le groupe américain Schweitzer-Mauduit international, coté en bourse, 159,5 M\$ de bénéfices en 2019. Son usine sarthoise recevrait donc 200 000 € en R&D sans abandonner cette industrie mortifère, maintenant la fabrication de tabac reconstitué, notamment la marque « Heat not Burn » moins nocive que le pur tabac mais pas mieux que le vapotage selon une étude récente**. La droite majoritaire dénonce la démagogie de la gauche râlant

contre le coup de pouce au tabagiste industriel : « La région ne soutient pas le tabac, mais bien une entreprise. Que faudrait-il faire ? Fermer l'entreprise ? On connaît le résultat : 276 chômeurs et pas un fumeur de moins... ». Autre résultat : pas un dollar de moins pour les dividendes des actionnaires. Un pour touse, touse pour un... ■

Samantha Bagisme

* The Tobacco Industry's Use of Nicotine as a Drug, Clifford E. Douglas, American Council on Science and Health, 1994.

** Heated Tobacco Products: Volatile Emissions and Their Predicted Impact on Indoor Air Quality, Environmental Science & Technology revue, mai 2019.

Maraboufi sel

L'Himalaya au pied du mur

À La Baule, on respire le sel en chambre.

À AQUABAULE, la nouvelle piscine municipale bauloise ouverte le 10 février, vite refermée, la baignade est en eau de mer pour 6,60 € (7,60 € l'été), ce qu'on a gratos sur la plage, à cent mètres de là, trois minutes en tongs. En claquant 20,30 €, on a spa et « grotte à sel », officiellement halothérapie, ou spéléothérapie (pour les vrais médecins, effet zéro placebo). En se tapant le cul sur une banquette face à un mur de sel, miracle, « sels minéraux et oligo-éléments inhalés permettent de se ressourcer et de se relaxer ». Une des premières à tester a trouvé limite stressant « le bruit de la porte coulissante chaque fois qu'une personne quitte la pièce » (L'Écho de la

Presqu'île, 23/02). Quand c'était encore ouvert, le personnel d'accueil a expliqué à Lulu qu'en fait, c'est pas une vraie grotte mais « un espace comme un sauna, dont les murs sont recouverts de sel de l'Himalaya, chauffé à 35° par un réchaud, et ça a des bienfaits, respiratoires notamment ». Du sel de si loin, les paludiers du coin doivent faire la gueule. À Guérande, l'hôtel Holen a le même truc, sel pakistanais, garanti libérateur de toxines, « une seule séance aussi efficace que trois jours en bord de mer ». Un peu nigaud puisqu'au bord de la mer, on y est déjà.



Vivement les instituts à respirer l'air. ■

Yves Météo

Coup de bar à Soulvache

La mairie du patelin vire son seul commerce du bourg, un bar trop alternatif.

ÉPICERIE, dépôt de pain, troc-livres, cantine, lieu de réunion, salle de spectacle, de concert, tout ça dans un café qui apporte la vie à la campagne : toutes les petites communes en rêvent. Sauf Soulvache, tout au nord de la Loire-Inférieure, à peine 350 pellos, où les autorités ont décrété la fermeture du seul commerce, le café alternatif Papier buvard. Dans ce secteur surnommé aussi la Petite Laponie, condamné à végéter après l'abandon en 1951 de la mine de fer exploitée notamment à la sueur des mineurs polonais, on revient donc au silence forcé.

Le Papier buvard a ouvert en 2014 dans un local municipal, avec le soutien du maire, Jean-Paul Filatre, qui offre quatre mois de loyers gratuits à Caroline Declercq et son associé, pour effectuer des travaux et lancer leur projet. Très vite, le bistrot-concert devient incontournable. Soirées-jeux, échanges de livres, repas solidaires, documentaires, spectacles gratuits, toutes les fins de semaine. En 2017, l'équipe de l'asso le Verre solidaire y monte une épicerie bio et locale, un magasin gratuit, et se prépare à prendre le relais, Caroline souhaitant lui transmettre le rade. Mais changement de ton après la démission du maire en 2018 : Fabienne Jouan lui succède et re-luque d'un sale œil le «café sans gêne» et ses agitateurs de poireaux, de zizique et de débats. Le bail est résilié. Pas question de négocier une reprise avec l'asso du Verre solidaire de ce «repère de cheveux longs où on picole et on se rebelle». En mars 2015, une soirée de soutien à la ZAD crispe le



patelin. «Pour la population locale, on ne mélange pas commerce et politique, explique Caroline. Ce lieu n'a pas l'image conforme du café.» Un bistrot comme il faut, il y en a un : le Relais du Semnon, tenu par Fabienne et Bruno Jouan, la maire et son mari, dans le hameau voisin de Bonne-Fontaine. Tous les prétextes sont bons pour fermer le Papier buvard : «Travaux à réaliser», «activité [qui] ne satisfait pas l'intérêt du plus grand nombre des habitants», selon Fabienne Jouan (Ouest-France, 20/07/2019). «On a donné congé car elle a remonté l'information comme quoi elle souhaitait quit-

ter le bar», lâche l'adjointe Lucie Guérinel... Et surtout, nuisance, bruit, insupportable. Sans la moindre plainte déposée en cinq ans. Les gendarmes ont été appelés plusieurs fois pour tapage, sans rien constater. La pétition antibar ne recueille qu'une quarantaine de signatures. Un tract anonyme dénonce les nuisances sonores des «étrangers»! Les ronchons parlent de «faune exotique»... L'association multiplie les relances, demandes de rendez-vous, courriers pour changer les fenêtres vétustes du café. En face, silence radio. La municipalité préfère soigner les cloches

de l'église (14000€). Un son plus conforme. Le 20 juin, Caroline Declercq reçoit congé du bail. Avocats et huissiers s'affairent pour accélérer la fermeture, le 30 septembre 2019, malgré une très forte mobilisation, une pétition de plus de 1500 signatures et de nombreux soutiens dont celui du réalisateur François Bégau-deau. L'écrivain-cinéaste a filmé le lieu pour *Autonomes*, un docu qui capte des modes de vie en rupture avec le certifié conformiste. Cadeau de fin d'année : un commandé municipal réclame 5000€ à Caroline Declercq pour retaper le local.

Le collectif du Papier buvard a dû désertier la place mais l'acharnement de la mairie l'a renforcé. Rencontres et amitiés se sont nouées, offrant une deuxième vie au bistrot en générant une frénésie de projets solidaires et alternatifs aux alentours, chez les uns les autres pour des rencontres, repas, concerts, ateliers cuir ou sérigraphie dans une cour, un hangar, sous un porche. L'aventure continue. Le Verre solidaire a ouvert fin février son café associatif, successeur du Papier buvard, au manoir du Val, à Thourie, à cinq bornes de Soulvache. Cinq kilomètres plus loin, à Coësmes, un bistrot laboratoire voit le jour. À dix kilomètres de plus, à Marcillé-Robert, une guinguette se dessine. À Soulvache pendant ce temps, la liste «Agissons et construisons ensemble le cœur de notre village» a remporté les élections avec à sa tête Fabienne Jouan. Et ça, les Polonais du cimetière voisin, ça leur fend le cœur. ■

Aimé Chéru-Minant

Spirous

À dada sur les principes

Augereau et Fillon, chevaux de retour et grooms d'ascenseurs mutuels.

LE MONDE se penche avant le procès et le confinement sur le «très cher carnet d'adresses» de François Fillon, où «tout est imbriqué : le pouvoir, l'argent, l'ambition». Parmi les accointances et liens financiers tissés par Fillon avec des assureurs, une agence de notation ou un fournisseur de pipelines, surgit un PDG nantais empêtré dans un renvoi d'ascenseur. Avec son officine 2F conseil, François Fillon «décrypte aussi la situation économique européenne, moyennant 36 000 euros, payés à Paris par son ami Daniel Augereau, PDG du groupe d'intérim Synergie, auquel il avait confié, du temps où il dirigeait le gouvernement, une mission sur l'avenir des courses hippiques» (Le Monde, 19/02). Ces duettistes jouent aux grooms d'ascenseur de l'autre. À toi, à moi. Je t'en prie. La boîte d'intérim d'Augereau sert aussi à recycler les déchus : François Pinte, ex-dircab de Fillon, a intégré Synergie en 2003. Après la chute de Fillon et son pénéloupé magistral, Synergie a accueilli comme «conseiller» Igor Mitrofanoff, une des



François Fillon, l'enfance d'un chef

plumes en chef des discours de Fillon. Entendu par les enquêteurs, Mitrofanoff a un peu tortillé pour couvrir la moitié du patron : «Pénélope a toujours pris soin de ne pas démontrer qu'elle était extrêmement active auprès de son

mari. Par tact ou par pudeur, ou par courtoisie vis-à-vis des électeurs sarthois.» (L'Express, 05/03/2017). Proprio de canassons de course, Augereau doit à Fillon son poste de vice-président de France galop, de 2015 à 2019. Il avait déjà

pondu en 2012, toujours à la demande de Fillon, Premier ministre, un rapport sur l'institution hippique et la modernisation de la filière, notamment pour privatiser les courses, œuvre prospective accessoirement restée lettre morte (Presse-O, 16/02/2015).

La région est pleine d'éleveurs de canassons, la Sarthe particulièrement. Et Augereau mêle politique et réseaux bourrins dans cet électorat hippophile. Candidat à la mairie de Nantes en 1989 contre Ayrault, sponsor historique des Canaris du FCN, Augereau cultive sa moustache fine de chanteur d'opérette et ses amitiés. Il a siégé vingt-quatre ans au conseil régional sous toutes les étiquettes de la droite, RPR, UMP, auprès de Guichard et de Fillon. En 2009, Augereau embarque dans les bagages de Fillon lors d'un voyage officiel pour biznesser avec les Chinois. Avant d'être, à 71 ans, décoré de la légion d'honneur par Fillon en 2016, dans une salle d'apparat du conseil régional. Pas dans une cabine d'ascenseur. ■

Pénélope Groompf

Tagadac tagadac

● **Faire les poches**
Avant le coronavirus, autre scénario d'effondrement en Australie. Plein de kangourounets abandonnés par leur maman dans le feu de l'action. La vendeuse d'une boulangerie de Savenay a relayé un appel à couture solidaire (L'Écho de la Presqu'île, 10/01) pour coudre des dizaines de sachets textiles pour les bébés privés de poche maternelle, môman zigouillée par l'incendie ou perte du môme éjecté du trou ventral dans le stress. Mais il en faut trente par bestiole, de ces saches substitués, faut en changer souvent, les kangourounets pissant et chiant dedans. Pourquoi on leur envoi pas plutôt du PQ et des goguenots mobiles? Ah non, pas le PQ. Des tutos pour laver eux-mêmes leurs couches?

● **Cailloux furtif**
Des plots sur la route. Voiture bloquée. Une embuscade. Ça caillasse. Autrement dit : «jets de pierres lancées à la faveur de l'obscurité» (Presse-O, 06/10/2019). Et puis le rapport de l'expert, un gendarme très au fait des techniques de délinquance : «Bien entendu, le ou les auteurs ne sont pas restés sur les lieux.» Des caillasseurs vraiment très professionnels.

● **Providentité**
À côté du gymnase squatté pour loger des exilés, «les riverains ne décolèrent pas». Selon eux, «la Providence, qui gère les biens du diocèse, a laissé pourrir la situation» (Presse-Océan, 18/09/2019). Concept nouveau : la pourriture providentielle.

● **Quand j'entends le mot culture, je sors mon taser**
En campagne pour garder son siège avant d'être coronavirée, Farinella Rolland a des formules chocs : «La bataille pour la culture, nous la menons avec la police, la gendarmerie.» (Presse-O, 07/01) Et la bataille pour le tout sécuritaire, elle la mène avec des tirades de Shakespeare?

● **Crapulerie**
Autre drame. Un perroquet a disparu. «Crapule», c'est son nom, ne connaît qu'un mot : «cacahuète». Son espèce est connue : Youyou du Sénégal (Presse-O, 18/02). Angoisse : «Deux semaines qu'il n'a pas donné signe de vie.» (Ouest-France, 24/02). Il pourrait téléphoner, quand même ! On récapitule : si vous avez un appel en PCV du Sénégal d'un dénommé Crapule Youyou, c'est juste une blague d'apéro.

● **Au moins deux**
Chaque semaine, le club de foot de Carquefou organisait des après-midi dansants animés par des «orchestres d'au moins deux musiciens» (Presse-O, 13/02). Pourtant, les orchestres de moins d'une personne, ça coûterait moins cher.

● **Grincements**
Reconnaître les zozios ? Fastoche. «La mésange bleue, c'est comme une roue de brouette qui grince» (Presse-O, 25/01). La sortie naturaliste de Bretagne Vivante ne prévoit pas d'observer le chant d'amour des brouettes.

Favet Neptunus picolunti

Naviguez bourré !

Nouveau navibus, nouveau spot branché, pour faire traverser la Loire à la gentrification.



VOTÉE comme un seul homme et une seule femme par les maires de l'agglo, subitement paranos à la veille des municipales, la nouvelle police des transports devra savoir palmer. Son réseau à vigiler compte en effet un bus fluvial supplémentaire, reliant l'ancienne cale Dubigeon dans le bas-Chantenay au quai Wilson sur l'île de Nantes ou, plus exactement, une série de gros tiroirs-caisses : celui de Little Atlantique Brewery, brasserie ouverte fin décembre, à ceux du Hangar à bananes. Les installations pour la navette dédiée à tous leurs buveurs et leurs cafetiers chébrans auront coûté 2,28 millions d'euros (hors budget de fonctionnement) déboursés sans ciller par la métropole.

La tournée du ponton

Et encore, il ne s'agit que d'un coût provisoire : côté Little Atlantique Brewery, le ponton sera déplacé ultérieurement vers la cale Crucy, juste en amont. L'urgence de la réalisation réside peut-être dans le fait que ledit ponton déversera carrément les passagers sur la terrasse du limonadier, service compris. Comme une furieuse incitation à consommer. Ne manque qu'une petite boutique à souvenirs avec canettes à emporter si pas le temps de s'arrêter. Du vrai mécénat public. Car la soi-disant micro brasserie s'avère bien une usine à fric sur trois niveaux, «nouveau spot XXL» selon le jar-

gon bobo, mixant plusieurs bars, un resto et lieu de séminaire/événementiel, DJ et piste de danse. Une quarantaine de salariés y triment d'ordinaire pour rincer simultanément 650 buveurs de bière et de picrate, plus 300 en terrasse aux beaux jours.

Les ex-Kro ont les crocs

Le gratin économique a évidemment déroulé le tapis rouge aux affairistes associés Jérôme Pallier et Grégory Smith, tous deux anciens de chez Kronenbourg. Prudents, ils se sont attachés les services de Christophe Theilmann, architecte qui a la cote auprès des huiles du cru : nef de l'île de Nantes, Solilab, Café de la branche, Carrousel des mondes marins, etc. L'ancienne huilerie du XIX^e offre désormais la déco minimaliste codée (béton brut, métal, bois) très tendance depuis quelques années, genre Lieu unique ou Friche la Belle de mai à Marseille. Le duo escompte de jolis bénéfices après avoir craché sept millions pour transformer le bâtiment en machine à cash. Figure de proue du projet privé-public des Docks de Chantenay, initié par la famille Vigneau, propriétaire des lieux émoustillée par le jackpot, l'opération scelle la gentrification d'un quartier autrefois populaire, du bas-Chantenay à la carrière Miséry et son hypothétique arbre à pigeons. Autour, les jours des derniers logements popu et de leurs prolos si peu attractivistes sont comptés, au pro-

fit d'une «mixité des fonctions et des usages», comme le serine le sabir des communicants, à savoir habitat haut de gamme et activités économiques cols blancs plutôt que bleus. Bref, un «projet urbain» quoi. Les quelques industriels encore présents et leurs actionnaires flairent l'effet d'aubaine et les juteuses plus-values foncière et immobilière : les discussions ont commencé avec la métropole et les promoteurs par l'odeur alléchés. Le bobo peut être rassuré, il trouve déjà sur place «artisan de monture de lunettes, architectes, créateur de vêtements pour enfants, bijoutier» ou encore «webdesigner, infographiste, compagnies de théâtre, développement et ingénierie culturels». Et le chantier naval de l'Esclain bichonnera son yacht, en polyester ou pas, pour ses ronds dans l'eau une ou deux fois l'an.

Cérémoney maker

Avant qu'un aléa sanitaire mondial bannisse provisoirement la balade, la cérémonie de mise en service de la navette a eu droit évidemment à sa séquence *story telling*, édiles et presse locale se souvenant avec nostalgie émue des «roquios» à vapeur qui, dès la fin du XIX^e, reliaient les deux rives de la Loire, et dont le dernier rescapé a justement été retapé à l'Esclain. Inouï, non ? Initialement prévu pour opérer jusqu'à 20h, et même minuit l'été, la navette peut transporter 140 passagers, deux fauteuils roulants et dix vélos. «Nous avons un double objectif : les trajets réguliers et les trajets touristiques», a assuré sans rire et sans alcoolémie avérée Farinella Rolland. Le code de la route assimilant à un piéton toute personne en fauteuil roulant, les handicapés bourrés de part et d'autre de la Loire peuvent picoler peinars sans redouter la suspension de permis. Pas les cyclistes qui, en cas de mal de mer, peuvent toujours redécorer les souliers à clous de la brigade des transports. Vomi soit qui mal y pense. ■

Guissepa Naché

Terroir-caisse

Le palmarès à péage du spin doctor

La Loire-Inférieure rurale ne marche pas dans la combine.

FOCALISÉ sur la lanterne Rouge, la commune de Lusanger, au titre des «pires communes du département» (*Presse-O*, 08/03), l'article reprend un énième palmarès des villes où il fait bon vivre, urbano-centré, pondu par l'association Villes et villages de France et basé sur 182 critères dont l'article ne dit rien. Piqués au vif, une bonne dizaine de maires de ces patelins ruraux, entre Ancenis et Châteaubriant, dénoncent cette pseudo asso, pur business monté par un ancien communicant de Sarko, Thierry Saussez*, qui facture aux communes le droit de mettre en avant ce label : 498€ TTC par an pour une mégalopole de moins de 500 habitants, 3840€ pour une bourgade de plus de 50000 habitants.

Prestations complémentaires tarifées : réunions, conférences, promo média et rézosocios «pour valoriser les communes labellisées». Si 34841 sont hitparadisées en France métropolitaine, le label n'est bankable qu'aux mieux placées. Les 182 critères dit «objectifs» sont mystérieusement pondérés à partir d'un sondage Opinionway à l'échantillon si représentatif qu'il ne comprend que 24% d'habitants des communes rurales. Les urbains imposant leur vision du bon vivre. Ces critères intègrent la distance des stations balnéaires, le taux de diplômés, la présence d'une maternité, de facs, cinémas, tennis, centres équestres, piscines, qui font plonger forcément les villages. Ces éléments de jugement collent aux classes

moyennes regardant la campagne comme un pays de ploucs, juste bon pour les randos et les champignons. Peut-être un peu mieux considérée depuis qu'une saloperie de virus a montré la grande ville vulnérable, promiscuite et propageante. Une sauce à revoir pour Saussez, qui vient de se rétamé aux municipales au Lavandou (Var). Le stratège n'est arrivé que 3^e, moins de voix que la liste écolo, moitié moins que le maire sortant LR. Pas demain la veille que, élu, il puisse acheter un label à son «asso», en économie circulaire. ■

Jacques Ségréguéla

* En Francafrrique, il a été «conseiller» sorcier blanc de chefs d'États parmi les plus démocrates : Sassou Nguemi (Congo), Eyadema (Togo), Konan Bédié (Côte d'Ivoire).

Happy few

La ligne vertueuse

LE CONFINEMENT n'est pas fini que Jean Blaise s'efforce de sauver l'événement estival du Voyage à Nantes et sa ligne verte censée relier les étapes : «Notre principe de parcours dans la ville peut aider à éviter les regroupements.» (*Ouest-France*, 09/04). Un numéro d'appel spécial sera dédié aux réservations des groupes de une personne. ■



Dégringologie

Le hit parade de la méduse

Cité sur le déclin cherche bons vivants.

CHERS attractivés, laissez tomber Nantes, ne gobez pas la com. À Nantes, fait plus trop bon y vivre. Les classements d'il y a quelques années, c'est du passé. C'est dépassé. Le dernier classement* de villes, pourtant bichonné pour des bourgades comme Nantes, même s'il est tout aussi douteux que les précédents et concurrents, laisse Nantes à la dérive. Avant de déménager à Nantes, tentez Anancy, Bayonne, La Rochelle, Angers, Le Mans, voire, en descendant dans le classement, Nice, Avignon, Bordeaux, Caen. Et, toujours par ordre d'apparition à l'écran, Lorient, Strasbourg, Rodez, Saint-Étienne, Le Havre. Avant d'échouer à Nantes, surfez à Biarritz, crachinez à Brest, ruedelasoiffez-vous à Rennes. Reste encore Anglet-la-Basque et Cherbourg-la-nucléaire pour damer le pion à Nantes, piteuse

20^e place. En octobre 2017, la cité des Trouduc de Bretagne était en haut des podiums pour le travail, 2^e pour les études, et 9^e au classement général (palmarès *L'Express*). Moins bien qu'avant : 4^e en septembre 2015 (*Les Échos*), 5^e en septembre 2012 (*L'Express*), 3^e en 2010 (CSA et Observatoire du bonheur, créé par Coca Cola). Sans doute l'effet De Ligonès et son quintuple meurtre, ravivé par la récente et fausse arrestation. Bon, on s'en fout, c'était juste pour ricaner des cellules attractivité de la CCI, de Nantes métropole, et autres instances qui s'échinent à faire prendre les vessies pour des lanternes magiques. Avant l'effondrement du concept d'attractivité, déjà bien décrié pendant la campagne des municipales, la Cité des ducs s'offre des bons de réduc. ■

* Lire ci-contre : Le palmarès à péage du spin doctor.



Loin du but

Relocalisez le foot amateur

Les footeux font des kilomètres dans tous les sens sur le terrain. Et pire sur les routes.



LEURS DÉPLACEMENTS EN VÉLOMOTEURS CARBURANT À L'HUILE DE FRITURE LEUR VALAIENT LE SURNOM DES PÉTROLIÈRES, MAIS SUR LE TERRAIN L'ÉQUIPE AVAIT D'AUTRES RESSOURCES

Où vous parle du temps où le sport se faisait en plein air, avec des paquets de gens, et non pas sur un balcon ou dans le livigroube. Depuis deux saisons, les équipes de foot inscrites dans les championnats de la ligue des Pays de la Loire ont dû bouffer bien plus de kilomètres pour jouer des matchs dans toute la région. Au lieu de taper la chique face aux équipes voisines, ce qui était tout à fait jouable. Mais voilà, à partir du 1^{er} janvier 2016, la réforme territoriale a fait passer le nombre des régions de 22 à 13. Et la fédération française de football a demandé à ce que les compètes soient plus régionales. Concrètement, trois des cinq départements ligériens sont désormais représentés dans chaque poule. Avant, c'était seulement deux. Résultat : jusqu'à trois fois plus de bornes pour certaines équipes, des frais kilométriques qui explosent, entre 5000 et 10000€ selon les clubs.

Viens poupoule

Exemple : pour un match au Mans, une équipe nantaise de 8^e niveau va se fader 360 kilomètres aller-retour. Soit 38€ par voiture, sachant qu'il en faut cinq pour emmener l'équipe et ses dirigeants, pour près de 200€ de carburant. À ce même niveau,

les amateurs de derbys (matchs entre voisins) pourraient espérer une rencontre entre la Saint-Pierre de Nantes et l'AEPR de Rezé... Seulement 22,2 km d'un stade à l'autre, aller et retour. Un échauffement! Malgré cette proximité, les deux équipes n'ont pas joué dans la même poule cette saison.

«Les clubs ont validé le principe avant la constitution des championnats», indique Gabriel Go, aux manettes d'une commission régionale des compétitions de la ligue qui avoue s'être «bien creusé la tête fabriquer un système qui nous est imposé» par la fédération française de football. Et côté sous, «une caisse de péréquation permet d'équilibrer les dépenses de déplacement», indique la ligue. Chaque club paye donc pareil. Mais plus qu'avant, puisque la fédération et la ligue régionale n'ont pas mis la main à la poche. Ni pour les frais d'essence, ni le reste. C'est vrai que si la gasoline est en prix négatif pour écouler les stocks des braves pétroliers, ça va un peu changer la donne.

FFF: Fast food facture

Jusqu'avant l'arrêt de jeu mondial, le dernier repas devait être pris au moins trois heures avant le coup d'envoi, pour respecter les organismes. Du coup, les équipes ont pris l'habitude de

se retrouver attablées aux restos proches de l'autoroute, souvent aux environs d'Angers, avant midi pour jouer plus léger vers 15h. On y mange cheap: 10 € le menu, pour 18 à 20 personnes. 200€ quand même à ajouter à la facture. Si ce n'est pas comme ça chaque dimanche, la logistique pèse sur la tirelire.

Au-delà de la trésorerie, l'impact écologique ne semble questionner personne mais, à l'usage, des clubs ont pourtant vu les limites du principe : ainsi des joueurs aux vies déjà bien remplies se sont-ils repliés sur des championnats dits «de loisir» moins chronophages. Une équipe basée à l'ouest de Nantes parcourra dix kilomètres au plus pour aller et revenir d'une partie de foot chez chacun de ses adversaires de la saison, tous situés en ville ou dans les communes environnantes. Mais «le principe n'est pas applicable partout en région», dit la ligue, car il y a une plus forte concentration de clubs à Nantes qu'en Mayenne par exemple. Moins de bagnole, là où c'est possible, ça libère quand même du temps pour organiser des tombolas afin de gagner des sous. Il en faut, pour financer les déplacements. En attendant, c'est un placement. ■

Mémé Caquet

Rétropédalage

Vade retro, velocipedas!

À Châteaubriant, le maire Hunault barre la route au vélo à rebrousse poil.

LE VÉLO dans une ville secondaire, c'est secondaire? Vu depuis la métropobourgade de Châteaubriant, c'est pas terrible : «En 2017, la commune avait été notée "F", c'est-à-dire ville "défavorable" au vélo, par le baromètre des villes cyclables de la Fédération des usagers de la bicyclette (FUB). Cette note s'est améliorée à "D" en 2019, soit "ville moyennement favorable au vélo"» (AFP, 19/02). En témoigne l'asso Véli vélo qui

doit batailler contre la municipalité «pour que les rues limitées à 30km/h puissent être empruntées en sens interdit par les vélos, comme c'est la règle partout en France. Sauf à Châteaubriant, où le maire Alain Hunault (LR) l'a interdit par arrêté municipal». Châteaubriant, son code de la route inversé...

C'est pourtant légal, le code de la route étant supposé s'appliquer partout, même chez les

maires obtus, depuis l'entrée en vigueur, le 30 juillet 2008, de l'article R110-2 qui stipule que le double sens cyclable (DSC) devient la règle en zone 30 où «toutes les chaussées sont à double sens pour les cyclistes, sauf dispositions différentes prises par l'autorité investie du pouvoir de police». Qui a dit que le maire gouvernait en dépit du bon sens? Hunault, c'est pas Tluanuh. ■

Berno Hinard

À chacun sa niche

Alerte au maisonavirus

Un problème? Vite, une maison. De tout, de rien. Et les candidats en ont promis d'autres.

DU TEMPS de Rabelais, on aurait évoqué des «chacunnières», c'est-à-dire des habitations propres à untel ou untel. Le virus du modèle pavillonnaire connaît une sacrée mutation dans la Cité des ducholles où la gentrification bat son plein, surfant sur la spéculation immobilière. Loin de stopper l'épidémie, la campagne des municipales aura, au contraire, dopé le germe. À la «Maison de la nuit» proposée par Margot Medkour ont répondu les «Maison de l'agriculture urbaine» et «Maison de l'entreprise» de Johanna Rolland. C'est devenu une spécialité locale. Un problème? Une «maison». Une cause à promouvoir? Une «maison». Un intérêt corpo à défendre? Encore et toujours une «maison». On trouve ainsi une «maison» de l'Europe, de l'Outre-Mer, des adolescents, des personnes handicapées, de l'habitant, de l'emploi, des associations. Et encore une «maison» des sports, de l'avocat (en robe, pas en salade), de la naissance, de la poésie, de l'Erdre, de l'architecture, de la mer. Sans oublier celles de l'éveil, des services, des aidants, des chercheurs étrangers, des citoyens du monde, du Bicloo, de l'administration nouvelle, des sciences de l'homme et des tech-

niques, Fumetti (BD), du don (de sang), des parents (Fondation McDo), des obsèques et même Radieuse. Pernicieux, le bacille sévit parfois dissimulé sous un pseudo comme la «maison» des femmes (Citad'elles) ou de l'environnement (Écopôle), voire fait carrément commerce et pluriel comme Maisons du monde, le roi de la déco un peu mal par les temps qui confinent. Maladie: sino-dépendance, disent les experts.

L'inventaire n'est pas exhaustif. Il faudrait aussi citer toutes les maisons des vieux fourneaux (dites de retraite). À l'inverse, d'autres apparaissent beaucoup moins désirables aux yeux des autorités publiques, comme la maison du peuple, première maison à Doulon virée *manu militari* en octobre dernier, nouvelle adresse toujours en squat dans un collège catho désaffecté, derrière Graslin. Rien à voir avec la fameuse attractivité ou la tranquillité de la bourgeoisie locale. S'il n'existe pas de maison officielle des gueux ou des réfugiés, c'est qu'ils ne sont simplement pas dans la cible marketing. Quoique, à la réflexion, il y en a une, et c'est la plus ancienne de toutes: la maison d'arrêt. ■

Pierre Nouf-Nouf



Film alimentaire

Quai-ce qui se passe?

Traffic et rififi sur les quais de Montoir.

OFFICIELLEMENT, les clôtures du port étaient mal entretenues. En fait, l'autorité portuaire trouve que les grillages du terminal à conteneurs de Montoir sont carrément passoire et le rôle des vigiles à la guitoune d'entrée proche du pipi dans un violon. En urgence devant le tribunal administratif, par référé, le port a retiré à Seris Security le marché de la sécurité de ces quais pour le reprendre en main en direct. Un marché copieux que la sécurité sur les 58 hectares du terminal à conteneurs et 350 mètres de quai, qui rapporte «un million d'euros de chiffre d'affaires par an» à TGO, l'opérateur privé du terminal, et à son sous-traitant. Sanction rare, qui doit beaucoup à la saisie de 144 kg de cocaïne venant des Antilles, et à l'arrestation en flag de deux dockers et d'un intermédiaire de la filière, déchargeant sur le terminal en question.

Paraît que ça ne se fait pas. Juste avant, la sécurité avait démontré sa porosité, «des gendarmes en civil ayant réussi à entrer et sortir, avec une voiture banalisée, sans être contrôlés» (L'Écho de la Presqu'île, 24/12/2019).

La veille, au tribunal, le boxeur dans le box, c'est le père d'un des deux dockers arrêtés sur les quais. Le papa a pris quatre ans ferme pour blanchiment aggravé, 40000€ d'amende, et on lui a confisqué les sommes mises sous scellés pour l'enquête, 459000€ douteux, en «liasses de 100€ ou 200€ conditionnées dans du film alimentaire» (L'Écho de la Presqu'île, 19/10/2019), typiquement la «marque du grand banditisme» selon le procureur dont on ne sait pas s'il est polarisé par le plastique ou s'il fait une allergie au cinéma. ■

Raoul Folnivo

LÉGENDES urbaines

Anne de Bretagne avait les pieds plats, la maladie de Pont Aven et le cœur putréfié



Le surréalisme est né dans la grande surréale de Cambronne



Le pont transbordeur éternuait tous les premiers mardis du mois



La peste bubonique a été en vente libre tout le XVII^e



Lors de la fièvre espagnole les Nantais n'ont pas bien su paniquer avec méthode



quand Jules Verne est né, il était métré comme Alexandre Dumas. Ses parents l'ont échangé



André Breton s'appelait en réalité Maurice Bredouille et vendait des stades de foot à la sauvette



Gilles de Retz a beaucoup déçu les enfants, à sa mort



Le muscadet a d'abord été un débouché-égout des différents pays de la communauté européenne



Un gisement lacrymogène a été exploité au Moyen Âge sous le miroir d'eau



Au XIX^e siècle, un projet de monument à Carlos Goshn, DSK Benjamin Griveaux et les Balkang n'a pas eu de suite



Héros du quotidien, les préfets nantais ont toujours déposé eux-mêmes leur corbeille à papiers dans le couloir



Use âgé
 Presse-Océan, 14 mars 2020
 Le club des anciens Rezé seniors avait publié un agenda des activités en réponse à « une forte demande des usagés ». Un vieux qui n'est pas tout neuf, ça doit finir au compost. Bien confiné.

Élimé
 Presse-Océan, 21 mars 2020
 À La Chapelle-Launay, un gars a fait des concours de chiens de troupeau en équipe de France. Enfin, il a fait faire ça par ses clébards. C'est pas lui qui rameute les brebis en faisant attention à pas les chiquer, parce que là, bim, « si un chien mord une brebis, c'est élimatoire ». Lors de son premier concours, il a pas eu la baraka : « J'ai participé dans la série débutants et j'ai été élimé. » Quand on débute, on s'use vite.

Parano floue
 Presse-Océan, 15 mars 2020
 Juste avant le confinement. Les bars fermés dans quelques heures, la marche pour le climat annulée, mais une cinquantaine de personne maintiennent le dépôt d'une boîte aux lettres géante devant la mairie. Le reporter sur place note « le plus grand calme possible même si, autour, quinze camions de CRS étaient en faction et qu'un ou deux extrémistes ont tenté de se joindre au mouvement ». Panique garantie : alors quoi, un ou deux ? Et comment repérer un extrémiste individuel si on n'est pas un journaliste aguerri ? Vite, définir des mesures barrières pour confiner l'extrémisme présumé.

Obsolescence fruitée
 Ouest-France, 8 janvier 2020
 La déchetterie de Gorges ferme. Pétition. Explication : « L'obsolescence de la station est liée à un manque flagrant d'investissement et en est le juste fruit ». Un conseil à nos amis déchets : mangez cinq fruits et légumes obsolètes par jour.

Perte en ligne
 L'Hebdo de Sèvre & Maine, 6 janvier 2020
 Saint-Hilaire-de-Clisson. Une bagnole s'emplanne un poteau électrique. Blam. Le poteau s'écroule. La pesanteur aidant, c'est par terre qu'il finit, tirant le fil sur 300 mètres. Et alors ? « La rupture de ligne a eu pour effet de couper l'électricité. » Faudra-t-il un accident de piéton pour rétablir le courant ? On pense à un piéton rapide, opérant en courant.

Bouge ligne
 Ouest-France, 18 mars 2020
 Arrivée seconde au premier tour à Pornichet, la liste écolo a redit sa détermination à « faire bouger les lignes de l'immobilisme ». Avec un risque : l'immobilisme bougé, c'est du statisme flou.

Râlumez le feu
 Ouest-France, 8 janvier 2020
 À Rezé, on a débattu. Autoproclamées « ambassadrices J'arrête de râler », deux « coaches en sérénité » (360€ le stage de huit heures) ont déblatéé autour du bouquin J'aime râler, pondu par une aventurière qui se présente comme « ayant elle-même arrêté de râler pendant 21 jours consécutifs ». Wow ! Le nombre de jours impose le respect, mais le nombre de places à la séance était limité. Ceux qui n'avaient pas réservé ont du râler.

Le mâle+ est dans les détails

Supposons que des élus travaillent, et qu'il travaillent par ailleurs...

X OU XY, A, B ou C, les fonctionnaires détachés pour mandat électifs n'ont pas les mêmes avantages. Heureux élus... En 2014, saisissant une possibilité offerte par la loi, le département décide de faciliter la vie de ses salariés devenus conseillers municipaux, mandat le moins bien loti en matière d'indemnité : la rémunération de ces agents territoriaux est maintenue quand elles et ils doivent faire les élus en désertant leur turbin. Ce qui vaut pour un conseil municipal, un conseil communautaire, une réunion de commission ou de bureau, voire « des assemblées délibératives et bureaux des organismes où l'élu représente la collectivité », genre office HLM ou syndicat intercommunal, ou encore entreprises publiques locales (Sem, SPL, Semop), de droit privé, parfois assorties de jetons de présence. Fixé selon un barème national, le crédit d'heures alloué n'est pas mince : un agent territorial désigné maire d'une commune de 10 000 habitants et plus a droit à 140 heures par trimestre, soit quasi un tiers de son temps de travail. Au-dessous de ce seuil démographique, le nombre est



ramené à 105 heures. Pour un-e bourgmestre adjoint-e ou un-e vice-président-e d'une structure intercommunale, la fourchette oscille entre 52 heures 50 et 140 heures. Mauvaise pioche pour un-e simple conseiller-e municipal-e dans un bled de moins de 3 500 âmes avec seulement sept heures. Au-dessus de cette strate, le dispositif peut octroyer jusqu'à 52 heures 50. Sacrés hasards de la vie, les principaux bénéficiaires de ces volumes horaires en Loire-Inférieure relèvent de la catégorie A, les plus hauts salaires donc, et sont plutôt du sexe masculin, officiant dans

des grosses municipalités où s'applique un régime indemnitaire plus généreux. C'est bien connu, le pognon va au pognon. Et bêtement, ce système n'est ni plus ni moins que le reflet de notre société testostéronée. Les élus nantais sont évidemment les grands gagnants, d'autant plus lorsqu'ils siègent au conseil de Nantes métropole, tels ce conseiller breton « chargé de mission transports », ou ce cadre administratif « chargé du suivi des travaux de l'assemblée des départements de France », qui palpent au minimum 4 500 à 5 000 € net par mois,

dont une partie n'est de surcroît pas imposable. À l'inverse, les quelques rares fonctionnaires féminines élues appartiennent plutôt aux catégories B ou C de la filière administrative et crèchent le plus souvent dans des patelins ruraux où les réunions de commissions ou du conseil municipal se tiennent le soir, au détriment de leur vie privée. Et là, le montant des revenus est au moins divisé par deux pour un temps de travail qui, lui, reste à 100 %. Autrement dit, le département subventionne indirectement les collectivités déjà les mieux dotées. Antisocial et antisexiste, tu perds ton sang froid. Interrogé par Lulu, le département a mandaté ses experts en communication. Première réponse : « Pour être franc, ce dispositif ne nous dit rien du tout, mais on se renseigne. » Et puis silence radio. La franchise à l'état brut. ■



Kawapapa

Bas les mascus !

La barbapapa suffisait pas ? Le bar à papas menace.

DANS son programme électoral, Laurence Garnier promettait un café à pères. On voit mal une municipalité créer un bistrot, qui plus est dédié aux progéniteurs, mais bon. « Des papas sont en souffrance, en rupture de liens avec leurs enfants. Ils trouveront dans ce lieu un appui juridique », plaide la candidate LR. Ce à quoi l'avocate Stéphanie Lamy a rétorqué sur Twitter : « Saviez-vous que les pères grimpeurs de la grue jaune étaient poursuivis ou ont été condamnés pour violences intrafamiliales ? [...] Serge Charnay, qui était monté dans la grue [en 2013], a été condamné à de la prison ferme pour avoir kidnappé son fils. Il avait aus-

si organisé son insolvabilité pour ne pas s'acquitter des sommes dues au titre de la contribution à l'entretien et à l'éducation de son fils. [...] Donc vous promettez un lieu de rencontre pour hommes violents. » Et accessoirement un comptoir pour les masculinistes, misogynes et manipulateurs, se présentant comme victimes. Comme s'ils manquaient d'espace. La CAF de Nantes propose déjà depuis 2015 un « café des pères » animé par une asso soupçonnée de masculinisme, « Pour la coparentalité », qui s'abrège en PLC. Le hasard veut que ce soit aussi le titre d'un album punk du groupe Oberkampf en 1983. PLC, alias Plein les couilles. ■

Général de division

Le samzunisme ne passe pas

Les élues nazairiennes n'ont qu'à bien se tenir.

LE MAIRE de Saint-Naz a fait une fixation sur les femmes, invectivant celles qui argumentent contre lui : « Vous êtes comme l'extrême droite, et je mesure bien les mots, à chercher toujours les divisions »*, a vitupéré David Samzun au conseil d'agglomération du 4 février, qualifiant quatre élues de « simples commentatrices », affirmant ne pas débattre avec des péronnelles ni « sérieuses » ni « professionnelles », traitant nommément de fachos des élues de gauche et écolos qui étaient, il n'y a pas si longtemps, dans sa propre équipe. La cohésion a explosé, scindée en trois listes, l'une menée par le sortant David Samzun, les autres par sa première adjointe Pascale Hameau et son ex-adjointe au sport Gaëlle Bénizé, démissionnée par le maire.

munistes. Sa première adjointe, Samzun la traite de « politicarde » parce qu'elle annonce que, élue, elle céderait sa place à la communauté d'agglomération. Accessoirement, Samzun est élu depuis 1995, alors que Pascale Hameau finit son premier mandat. En juin dernier, un collectif d'élus intitulé « ils nous feront pastaire » dénonçait l'inaction du maire, entre avril et juillet 2018, quand une élue révélait des abus sexuels de la part d'un autre élu de la majorité. Autoritariste, le maire ? Il serait bien véloritariste, mais on va lui dire de changer de braqués. Voire de braquées. ■

« Stratégie répétée d'intimidation politique » et « caractère agressif et phallocrate du candidat sortant », se sont indignés cinq écolos et com-

* Après les attentats contre Charlie, David Samzun mettait dans le même sac les méchants extrémistes de l'antiFrance nationale : « L'extrême droite héritière des ligues factieuses des années trente, les intégristes religieux de tous bords, les zadistes, les régionalistes adeptes de la lutte armée... » (L'antizadisme primaire, Lulu n° 88, mai 2015).

Qui ça ?



Ont œuvré à ce numéro : Nicolas de La Casinière, Ray Clid, Fred Crayon, Quentin Faucompré, Fifine Lapafine, Anis Mauresque, Pascale Hibrage, Fanfan Latupilepoil, Jeanne Morue, Sophie Nasri, Sister Joan, Jules de chez Smith, Lucas Valleri, Yass. Directeur de publication : Nicolas de La Casinière. N° ISSN : 1270-4911 - N° CCPAP : 0211 G 88321 La Lettre à Lulu (c/o Sans Shérif, 18 rue Geoffroy-Drouet, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lutte à Leuleu. Numéro confiné au pdf, non tiré à autant d'exemplaires que le veut le numérique démultiplicateur. Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur www.lalettrealulu.com

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : chèque à l'ordre de La Lutte à Leuleu
 Prénom : c/o Sans Shérif
 Adresse : 18 rue Geoffroy-Drouet
 44000 Nantes
 ou abonnement en ligne via www.lalettrealulu.com
 Courriel :